



Petites économies insulaires : transformer les vulnérabilités en opportunités

Briefing de Bruxelles sur le développement n°27

Bruxelles, 4 avril 2012

Le 4 avril 2012, le CTA a organisé le 27^e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de briefings bimensuels sur le développement portant sur des questions de développement rural ACP-UE. Plus de 100 participants ont exploré les vulnérabilités et opportunités auxquelles les petites économies insulaires sont confrontées.

Petites économies insulaires ACP : convertir les vulnérabilités en opportunités. Le Briefing a abordé les vulnérabilités des petites économies insulaires ACP qui sont confrontés à un risque de marginalisation plus important en raison des conséquences adverses de leur petite taille, de l'éloignement des grands marchés et de leur extrême vulnérabilité aux chocs économiques et naturels qui échappent à leur contrôle national. Le Briefing a discuté les options politique, le développement des capacités d'adaptation et des stratégies communautaires pour répondre aux vulnérabilités et a considéré les bonnes pratiques visant à améliorer le développement durable et à augmenter la résilience pour la production et la consommation durables, en particulier dans le contexte de Rio+20.

Le Briefing était une initiative du CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat ACP, le Comité des Ambassadeurs ACP, CONCORD et les médias.

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

www.bruxellesbriefings.net



Ambassadeur Shirley Skeritt-Andrew



Les délégués à la briefing

L'ambadrice Shirley Skeritt-Andrew, présidente du Comité des ambassadeurs ACP et ambadrice des États de Caraïbe orientale, a ouvert le briefing en soulignant la gravité des nombreuses vulnérabilités des petites îles, notamment leurs ressources naturelles limitées, leur taux d'émigration élevé, leur grande exposition aux chocs externes tels que les catastrophes naturelles et l'impact des volatilités économiques et financières internationales. Par ailleurs, leur représentation au niveau international est faible et elles sont continuellement confrontées au « paradoxe insulaire » : bien que considérées comme des pays à revenus moyens, elles demeurent économiquement vulnérables et sont davantage exposées au changement climatique que les pays plus grands. Il est donc important de sensibiliser aux vulnérabilités des petites économies insulaires afin de trouver des moyens de relever ces défis et de les intégrer dans l'économie mondiale.

De nombreuses options permettent de renforcer leur résistance,

notamment le développement de produits de niche et l'optimisation du secteur des services au niveau national, via une meilleure intégration régionale, un repositionnement mondial et la création d'une économie verte visant les énergies renouvelables, l'innovation, l'éducation, etc., afin de lutter contre les effets du changement climatique. L'ambadrice Skeritt-Andrew a insisté sur le fait que ces efforts nécessiteront un soutien politique et financier au niveau international et que les politiques devront évoluer afin d'alléger les défis multiples auxquels les petites îles sont confrontées.

Denis Salord, chef d'unité en charge des programmes régionaux pour les pays d'Afrique sub-saharienne et ACP à la Commission européenne, a souligné la préoccupation des petites îles de toutes les régions ACP et la nécessité de renouveler les initiatives politiques afin d'optimiser leur impact sur le terrain. M. Salord a parlé des fonds consacrés aux pays ACP, notamment 60 millions EUR pour le Pacifique visant à soutenir la gestion, le développement durable de la pêche au thon et le commerce des produits de



Denis Salord



Michael Hailu



S.E. Cheick Sidi Diarra



Lino Briguglio

base ; 40 millions EUR pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'Île Maurice ; et 20 millions EUR pour encourager les pays ACP à mieux répondre aux catastrophes naturelles et à l'évolution liée au changement climatique et à limiter leur exposition aux risques. Il a souligné l'engagement de l'UE et a déclaré que l'objectif commun devait demeurer le développement des petites îles pour bénéficier des ressources et des capacités afin de faire face aux défis auxquels elles sont confrontées.

Michael Hailu, directeur du CTA, a souligné le rôle de ce briefing dans la création de synergies et de plateformes d'apprentissage entre les petites îles des pays ACP, et la facilitation de l'échange de connaissances et d'informations. Les petites îles sont parmi les plus vulnérables à l'intensité, la fréquence et l'impact des catastrophes naturelles, qui entraînent des coûts environnementaux, financiers et économiques. Une attention particulière doit être accordée à la protection de l'environnement et de la subsistance de la population, et au renforcement de leur résistance grâce à la recherche, à la génération de connaissances, à la sensibilisation, au renforcement des gouvernements, à la gestion des risques de catastrophes, à la résistance des infrastructures au climat et au développement de nouveaux partenariats visant à faire progresser l'agenda des petites îles.

Réduire la vulnérabilité, renforcer la résistance

Dans le premier panel modéré par S.E. Jagdish Dharamchand Koonjul, ambassadeur de l'Île Maurice auprès de l'UE et de la Belgique, la présentation de S.E. Cheick Sidi Diarra, Sous-secrétaire général et Haut Représentant des Nations unies pour les PMD, les pays en développement sans littoral et les PEID, a déclaré que les petits États insulaires en développement (PEID) avaient fait part de leur préoccupation quand à la vulnérabilité inhérente aux chocs externes bien avant les crises financière et alimentaire de ces dernières années. Les PEID sont très dépendants des secteurs générateurs de revenus tels que le tourisme et la pêche, et le ralentissement économique mondial a fait chuter la demande d'exportation, les transferts de fonds des travailleurs migrants et l'investissement étranger direct (IED). Les PEID doivent continuer à se développer et à mettre en place un environnement propice, afin d'attirer l'IED. Les partenariats privé-public doivent être renforcés et les petites et moyennes entreprises doivent encourager l'esprit d'entreprise. La crise financière a entraîné une chute record des transferts de fonds en 2009, avec un impact plus important sur les économies des PEID que sur les autres pays. La crise financière a

également creusé le problème de la dette, de nombreux PEID n'ayant pas accès à une initiative internationale en la matière. La crise alimentaire a eu un effet étendu sur les PEID à cause de leur dépendance aux importations et les coûts élevés du transport, ce qui a entraîné les prix alimentaires à la hausse. De nombreux PEID développent à présent des politiques de promotion de la consommation de produits de base nationaux, notamment les racines. Il faut se focaliser sur des racines et des projets résistants au climat et mettre en œuvre des mesures d'adaptation. Une reconnaissance plus large des PEID par la communauté internationale et les institutions financières est nécessaire.

Mesurer la vulnérabilité économique des PEID

Lino Briguglio, directeur de l'Islands and Small States Institute de l'Université de Malte, a insisté sur le fait que de nombreux petits États prospères, tels que l'Île Maurice, Malte, la Barbade et Singapour, ne sont pas nécessairement vulnérables, grâce à une bonne structure de gouvernance économique, leur permettant de renforcer leur résistance. Briguglio définit la résistance comme la capacité à résister aux chocs et non à réduire la vulnérabilité du fait de

Petites économies insulaires : transformer les vulnérabilités en opportunités | POINTS FORTS



Robert Read



Pierre Encontre



Constance Vigilance

la permanence et de la nature inhérente de la vulnérabilité des PEID. La vulnérabilité est mesurée à l'aide de trois indices : l'ouverture au commerce international, la concentration des exportations et la dépendance aux importations stratégiques. Le renforcement de la résistance aux chocs externes est important pour tous les pays, mais les PEID sont ceux qui ont le plus besoin de développer leur résistance via une bonne gouvernance économique, des politiques macroéconomiques stables, l'efficacité de leur marché et le développement social. Le risque d'être affecté par des chocs externes dépend de la capacité d'un pays à faire face et du développement de sa résistance économique et de sa capacité d'adaptation.

Développer la résistance pour un développement durable des petites économies insulaires

Robert Read, professeur à l'Université de Lancaster, au Royaume-Uni, a souligné qu'il n'existe pas de solution aux impacts à long terme du changement climatique. Des stratégies doivent plutôt être développées pour faire face aux problèmes inhérents des PEID. Leur ouverture au commerce a des implications en termes de croissance, de vulnérabilité et de développement des politiques, et entrave grandement les politiques

pouvant être adoptées par les gouvernements. Plus une économie est ouverte au commerce, plus elle est vulnérable à la volatilité de la croissance et plus elle doit être résistante. Dans le même temps, l'ouverture du commerce est le facteur majeur de croissance des petites économies et toute réduction de cette ouverture entraînerait les revenus à la baisse et renforcerait la volatilité du commerce. Les petites économies sont confrontées à des défis mais nombre d'entre elles ont une croissance et des revenus élevés. Cependant, la résistance doit être développée et la gouvernance renforcée, afin de les protéger des catastrophes naturelles.

Faire face aux vulnérabilités des PEID de manière plus efficace

Pierre Encontre, responsable des programmes spéciaux de la division pour l'Afrique, les pays en développement moins avancés et les programmes spéciaux de la CNUCED, a retracé l'histoire unissant les PEID et l'ONU ces quarante dernières années. Souvent, les nombreuses vulnérabilités des PEID ne sont pas encore reconnues par la communauté internationale, et elles ne sont plus considérées comme des PMD en dépit des diverses vulnérabilités qu'elles conservent, notamment Tuvalu en ce moment. Le développement de leur résistance est l'objectif principal du travail de la

CNUCED sur les PEID et devrait être la responsabilité des deux parties. Les PEID ont une responsabilité importante mais, dans le même temps, ils ont besoin d'un soutien externe solide, en particulier sous la forme de « traitements spéciaux » tels qu'un accès préférentiel aux marchés, le financement du développement et une assistance technique. La CNUCED s'efforce donc d'identifier des mesures de soutien international pour aider les PEID à développer leur résistance. Pour y parvenir, il faut cependant clarifier le statut des PEID, afin que les partenaires au développement les prennent au sérieux.

Lors du débat, des questions ont été soulevées concernant l'importance de l'agriculture dans les PEID, en particulier sur la nécessité de définir leur statut et de combiner des approches académiques et pratiques. Une autre question a été soulevée sur l'importance du capital social, de l'éducation, des questions de genre et de la jeunesse. Par ailleurs, la nécessité de créer des liens entre croissance et évolution du volume national ajouté a été soulignée. S.E. Cheick Sidi Diarra a déclaré qu'il soumettrait des recommandations politiques sur les PEID à l'Assemblée générale des Nations unies.

Développement durable des PEID

Dans le deuxième panel modéré par S.E. Roy Mickey Joy, ambassadeur de Vanuatu auprès de l'UE et de



Ena Harvey



Walter Kennes



Les délégués à la briefing

la Belgique, la présentation par Constance Vigilance, conseillère économique au Secrétariat du Commonwealth, a insisté sur le fait que la plupart des discussions récentes portent sur la création d'une économie verte et pas assez sur l'établissement d'un cadre institutionnel pour le développement durable des PEID. Du fait de la dépendance de la plupart des PEID à un seul secteur, leur vulnérabilité est inhérente. Elle a donc proposé de mettre davantage l'accent sur le renforcement de la collaboration interrégionale. Jusqu'à présent, les dimensions régionales de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (PAB) sont faibles, et une approche plus structurée, une mobilisation des ressources et l'identification et l'accès à des technologies respectueuses de l'environnement sont nécessaires. Par ailleurs, une plateforme institutionnelle et intergouvernementale devrait être créée afin de renforcer davantage la collaboration régionale et de faciliter l'interaction et la coordination. Le cadre institutionnel proposé vise à fournir des services de conseil technique, à faciliter les études de projet, les propositions de projets et la collaboration interrégionale, et à combler le fossé entre le niveau national et régional. Il a également été proposé d'établir une Commission pour les PEID au sein du Secrétariat général de l'ONU, de

créer un secrétariat de la durabilité des PEID, et d'établir un fonds d'affectation pour faciliter la mise en œuvre du PAB et de la Stratégie de mise en œuvre de l'Île Maurice.

Tourisme agricole : de nouvelles opportunités

Ena Harvey, spécialiste de l'agrotourisme et coordinatrice de la gestion des Caraïbes à l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), a souligné les liens entre le tourisme et le secteur agroalimentaire. L'IICA s'efforce de faire le lien entre les deux secteurs dans les Caraïbes et l'Amérique latine depuis 2002. Les Caraïbes sont la région du monde la plus affectée par le tourisme, avec approximativement 40 millions de visiteurs par an. La chaîne de valeur du tourisme ouvre de vastes opportunités de renforcement de la résistance : des exploitations, des forêts et de la mer à la table, aux centres de soins et aux magasins de souvenirs. Mme Harvey a proposé de nombreux exemples de liens entre le tourisme et les services alimentaires. Le tourisme agricole présente de nombreux avantages, tels que la réduction des échanges étrangers via les transferts directs des agriculteurs aux touristes, en promouvant le commerce national et intra-régional et en réduisant la

vulnérabilité en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il ouvre également des voies diverses pour les femmes et les jeunes dans des marchés de niches, grâce à la vente de produits naturels, écologiques et issus du commerce équitable, ainsi que dans les secteurs de la santé et du bien-être. Les impacts de l'agrotourisme sur l'économie sont très positifs, notamment la création d'emplois, le renforcement des liens au sein de la communauté et l'implication des jeunes. Pour renforcer davantage ce secteur, une approche multisectorielle et proactive est nécessaire. Actuellement, un plan stratégique sur l'agrotourisme dans les Caraïbes est en cours de développement, en partenariat avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Développer l'adaptation et la résistance au climat.

Walter Kennes, expert en environnement et en changement climatique à la Commission européenne, a présenté l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC). À travers un dialogue politique sur le changement climatique et le renforcement de la coopération financière, l'alliance vise à promouvoir une convergence de visions sur un

Petites économies insulaires : transformer les vulnérabilités en opportunités | POINTS FORTS



Les délégués à la briefing

régime post-2012 du changement climatique au sein de l'UE et des pays et régions concernées et à encourager le dialogue sur le changement climatique au niveau national, l'adaptation au changement climatique étant la priorité majeure. À ce jour, le dialogue a notamment été approfondi et la coopération avec les PEID renforcée. Les étapes suivantes consisteront à renforcer la coopération entre les États membres de l'UE, à poursuivre un dialogue politique avec les pays partenaires, à soutenir l'inclusion du changement climatique dans les stratégies de développement, à échanger des expériences et à faire le lien avec les institutions internationales.

Les questions du public ont porté sur la nécessité d'une meilleure reconnaissance des PEID pour une meilleure allocation des ressources, notamment via un meilleur soutien

financier de l'UE. L'importance de l'action visant à mettre en lumière les vulnérabilités des PEID a également été soulignée. L'exemple de Singapour a été utilisé pour démontrer comment une petite économie a été capable d'attirer des IED. Les sciences et les technologies devraient être promues dans l'éducation et la connaissance des populations locales demeurera importante pour le développement de la résistance et les mesures d'adaptation.

Dans les **conclusions**, S.E. Cheick Sidi Diarra a souligné l'importance de la sensibilisation aux nombreuses vulnérabilités des PEID et des mesures de soutien internationales spéciales afin de développer cette résistance via la protection environnementale, la diversification économique, l'intégration régionale, l'assistance technique et le transfert

de technologies. Non seulement les PEID sont confrontés à de nombreux défis mais ils jouissent également de grandes opportunités. Il faut donc exploiter ces opportunités afin de rendre la croissance économique des PEID plus durable et leur développement, plus inclusif. M. Hailu a déclaré que les discussions futures se poursuivraient lors du Briefing régional à l'Île Maurice à la fin du mois d'avril 2012, avec le secteur privé, académique et politique. Il a rassuré le public sur la poursuite de la collaboration du CTA avec diverses institutions de différentes régions en vue d'atteindre les objectifs pour les PEID.

En savoir plus sur le Web

- Briefings de Bruxelles : <http://brusselsbriefings.net>
- La page consacrée aux briefings : <http://tiny.cc/8g55ew>
- Le document informatif : <http://tiny.cc/sa3wgg>